

• Quelques questions pour un débat •

Partout en France des groupes de réflexion phosphorent sur l'avenir de l'Éducation populaire. Rappels historiques, état des lieux, valeurs, contenus, acteurs, pratiques, finalités... nourrissent un questionnement foisonnant. Mille questions sont posées et ne doutons pas que des réponses seront apportées, bien sûr frappées au coin de la sensibilité propre à chacun des mouvements et fédérations se réclamant de l'Éducation populaire.

Les questions qui suivent ont été choisies dans la production de l'un de ces groupes de réflexion, certaines neutres, d'autres plus provocatrices, manière d'alimenter et de pimenter le débat !

- L'Éducation populaire est-elle une ancienne bonne et généreuse idée, anachronique à l'aube du XXI^e siècle ou, au contraire, est-elle toujours un formidable levier de transformation sociale ? A-t-elle su pour cela garder en elle la petite flamme subversive de ses débuts ?
- Mondialisation, libéralisme, nouvelle économie. Face à ces défis, l'Éducation populaire est-elle ou a-t-elle une (des) réponse(s) aujourd'hui ? Et pour demain ?
- L'Éducation populaire a-t-elle su se préserver de la récupération ou de l'instrumentalisation par des partis, des groupes de pression, des institutions ou les pouvoirs publics ?
- L'Éducation populaire est-elle portée seulement par des militants ? Différentes notions se croisent, s'enchevêtrent ou s'opposent : militants ≠ bénévoles, bénévoles ≠ professionnels, militants ≠ professionnels, professionnels militants... Y a-t-il nécessaire incompatibilité entre professionnalisme et militantisme ? Un bénévole serait-il un militant qui s'ignore ?
- L'image floue que les jeunes se font de l'Éducation populaire résulterait-elle seulement de l'œuvre du temps : usure des mots, connotations, glissements de sens ? Ou d'un manque de lisibilité de ce qu'elle est / fait réellement aujourd'hui ? Ou de la conjugaison des deux ?
- Est-il venu le temps où l'Éducation populaire céderait la place à l'Éducation citoyenne, qui ne se référerait plus à une masse indifférenciée, mais bien à l'Homme pris dans son individualité et dans son universalité, aussi responsable et acteur de son propre devenir, que solidaire des autres membres de la société mobilisés pour construire, affirmer et revendiquer sans cesse le droit aux idées, aux expériences, à l'action et à la parole qui enfantent l'innovation, moteur du progrès social ? En se fondant sur quelles « valeurs », héritées et/ou nouvelles ? Avec quels acteurs ? Avec quelles pratiques ? Pour quel projet de société ?
- Quel rapport (à établir ?) entre :
 - Éducation populaire et Économie solidaire ?
 - Éducation populaire et « nouvelle économie » ?

R. D.

• Chronologie •

Rappel des dates marquantes de l'histoire de l'Éducation et de l'Éducation populaire (*en italique*).

Pour resituer ces dates dans leur contexte, sont également indiqués ici les grands repères de l'histoire des Conquêtes sociales (*en droit*).

- **1791** : Loi Le Chapelier : les associations ouvrières sont interdites. Obligation du livret ouvrier. Emploi des enfants de 5 à 6 ans. Ni sécurité ni hygiène dans les ateliers.
- **1792** : *Condorcet présente à l'Assemblée nationale son rapport sur l'instruction publique en faveur d'un enseignement gratuit, laïque et non obligatoire.*
- **1794** : Création de l'École polytechnique. Création à Paris d'une École normale, qui deviendra l'École normale supérieure.
- **1830** : Révolution ouvrière. Barricades à Paris.
- **1830** : *Après les barricades, les anciens élèves de Polytechnique veulent devenir les précepteurs de leurs compagnons d'armes, les ouvriers. Ils créent l'association Polytechnique et organisent des cours gratuits de mécanique, physique, géographie, économie politique.*
- **1833** : *La loi Guizot institue la liberté « de l'enseignement primaire et oblige les communes à avoir au moins une école primaire ».*
- **1841** : Interdiction d'employer les enfants de moins de 8 ans. Journée de 8 h, sans travail de nuit pour ceux de 8 à 12 ans.
- **1847** : Réglementation du travail des femmes.
- **1848** : Révolution ouvrière, la mécanisation des fabriques entraîne du chômage et des révoltes violentes dans de très nombreuses villes.
- **1848** : *Création de l'association Philotechnique axée sur l'instruction professionnelle (l'association Polytechnique apparaît comme trop scientifique). Création de nombreux cours du soir à Paris et en province.*
- **1849** : *Création à Paris de l'Institut populaire, rue de Babylone. Cours gratuits de physique, chimie, hygiène, droit, géométrie, lecture, écriture et chant.*
- **1850** : La loi Falloux fonde la liberté de l'enseignement secondaire et autorise les établissements privés à recevoir des fonds publics à hauteur de 10 % de leurs dépenses annuelles.
- **1864** : Apparition du droit de grève. Fondation à Londres de l'Internationale des Travail-leurs.
- **1866** : *Jean Macé fonde la Ligue française de l'En-seignement. C'est le premier mouvement d'Éduca-tion populaire.*
- **1870** : Guerre avec la Prusse.
- **4 septembre 1870** : Création de la Troisième Ré-publique. Après un siècle chaotique, la France adopte le système républicain.
- **Mars 1871** : La Commune de Paris prend le contrô-le de la capitale. C'est la démocratie directe qui pré-vaut, ainsi que la volonté de revaloriser les principes républicains, en les faisant appliquer au niveau com-munal.
- **Mai 1871** : La semaine sanglante. La Commune de Paris est écrasée dans le sang (entre 30 000 et 60 000 morts selon les sources). La classe ouvrière est déca-pitée. Nombreuses déportations au bagne. Certains historiens pensent que cette chambre monarchiste a développé à l'extrême l'antagonisme entre la grande bourgeoisie et la classe ouvrière.
- **1871** : *Création par Albert de Mun des « cercles ouvriers ». Ce sont des clubs de loisirs regroupant des chrétiens et organisant des bibliothèques et des sociétés de lecture.*
- **1871** : Interdiction d'employer les enfants de moins de 12 ans.
- **1871-1872** : *Jean Macé lance le Mouvement na-tional du Sou contre l'Ignorance : pétition qui re-cueille 1 200 000 signatures.*
- **1880** : *La Ligue française de l'Enseignement est reconnue d'utilité publique.*
- **1884** : Loi Waldeck Rousseau autorisant les syndi-cats ouvriers.
- **1881** : *Jules Ferry met en place la loi instituant la gra-*





• Chronologie •

(suite)

tuité de l'enseignement primaire. Création de l'École normale supérieure de jeunes filles de Sèvres.

• **1882** : Finalisation des lois Jules Ferry : obligation scolaire (jusqu'à 13 ans pour les enfants des deux sexes). La laïcité de l'enseignement est promulguée. Suppression du catéchisme, une instruction morale et civique est prévue. Les manuels sont laïcisés. L'organisation du Certificat d'Études est rendue obligatoire dans chaque département. *Fondation de l'École normale supérieure de Garçons à St-Cloud.*

• **1887** : Création des Bourses du Travail par F. Peloutier.

• **1890** : Suppression du livret ouvrier. Travail de nuit interdit aux enfants et aux femmes. Le 1^{er} mai devient Fête internationale du Travail.

• **1892** : Fondation de la Confédération générale du Travail (CGT). Journée de travail de 11 h pour les femmes et les enfants.

• **1898** : Affaire Dreyfus : il s'agit d'une crise politique très importante pour la III^e République. Un officier, Alfred Dreyfus, est accusé de trahison au profit de l'Allemagne, le tout dans un climat de xénophobie sans précédent, mais aussi dans un contexte de préparation de guerre. Dreyfus, à qui on reproche en fait d'être juif, est condamné à la déportation perpétuelle. Un groupe se mobilise pour obtenir la révision du procès (qui date de 1894). La presse s'empare de l'affaire et Zola publie dans *L'Aurore* une lettre ouverte : « J'accuse ». Dreyfus sera gracié en 1899 et réhabilité en 1906. Cette crise révèle la bataille de pensée entre progressistes et réactionnaires. Le racisme sert de justificatif aux malheurs de la France. Le rôle de la presse est fondamental et préfigure un débat d'idées qui permettra à la République de se construire sur des valeurs de justice et de laïcité.

Création des Universités populaires avec Alain, Péguy, Hamp, Halevy.

• **1899** : Marc Sangnier crée l'œuvre du « Sillon ». Ce sont des cercles d'études catholiques qui agissent pour la démocratisation et la réforme de l'entreprise, et prônent la législation sociale et la coopération (échec en 1910).

• **1900** : La durée du travail industriel est limitée à 60 heures par semaine.

• **1901** : *Loi du 1^{er} juillet qui instaure la liberté d'association. Cette loi est créée, pour lutter contre la position prééminente des congrégations religieuses, elle confère un statut juridique aux organisations laïques et « progressistes ».* Ce texte va marquer le développement de l'Éducation populaire en permettant aux individus de se regrouper pour gérer des projets communs. Le statut de droit privé permet une grande latitude d'action dans l'espace institutionnel français.

• **1905** : Séparation de l'Église et de l'État. Journée de 8 h pour les mineurs.

• **1906** : Création du ministère du Travail. Loi sur le repos hebdomadaire.

• **1907** : *Création de l'Union française des Centres de Vacances (UFCV), dans la mouvance de chrétiens « progressistes ».*

• **1910** : Loi sur les retraites ouvrières.

• **1911** : *Charcot fonde les Éclaireurs de France (scoutisme laïque).*

• **1914** : Vote de l'impôt sur le revenu.

• **1914-1918** : Première Guerre mondiale. Les femmes occupent de nombreux postes de travail dans l'industrie.

• **1919** : Loi des 8 heures.

Fondation de la Confédération des Travailleurs chrétiens (CFTC).

Loi Astier sur l'organisation de l'Enseignement technique.

• **1919** : *Fondation des Scouts de France.*

Création des « équipes sociales » par R. Garic (jeunes catholiques influencés par la pensée de Charles Péguy).

• **1920** : *Louis Delluc crée les premiers Ciné-clubs.*

• **1922** : *Création de la Fédération des Centres sociaux.*

• **1925** : La taxe d'apprentissage est imposée aux entreprises.

• **1925** : *La Ligue française de l'Enseignement devient Confédération générale des Œuvres laïques.*





• Chronologie •

(suite)

Les fédérations départementales se constituent.

• **1926** : Création de la Jeunesse ouvrière catholique (JOC).

• **1928** : Création de l'Office central de Coopération à l'École (OCCE). Ce sera un outil considérable pour le développement de la pédagogie dite « des méthodes actives ».

• **1928** : Wilhem Reich fonde la Société socialiste d'Information et de Recherche sexuelle.

• **1928** : Loi sur les assurances sociales. L'application deviendra obligatoire en 1930.

• **24 octobre 1929** : Le Jeudi noir : début de la crise financière mondiale.

• **1929** : Création de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC).

Marc Sangnier crée la première Auberge de Jeunesse et fonde la Ligue française des Auberges de Jeunesse.

• **1930** : Parution du livre *La révolution sexuelle* de W. Reich.

• **1933** : Création du Centre laïque des Auberges de Jeunesse.

• **1936** : Deux millions de travailleurs sont en grève et occupent les usines. Le Front populaire gagne les élections législatives à une écrasante majorité. Gouvernement de Léon Blum. Accords de Matignon sur les salaires. Semaine de 40 heures. *Création du Sous-secrétariat d'État aux Sports et aux Loisirs confié à Léo Lagrange.* Loi sur les Congés payés et création des billets populaires de congé annuel. Scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans. *Création des Collèges du Travail.*

• **1936** : *Développement des sports et du plein air.* Départs massifs en congés payés (les trains rouges). Développement de l'aviation populaire. Création du Théâtre du peuple par la CGT (mise en scène de Quatorze juillet, une pièce de R. Roland). Premières émissions d'enseignement à la radio. Implication d'artistes comme Renoir, R. Clair, Carné, Prévert.

• **1937** : *Création par Gisèle de Failly des CEMÉA (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation*

actives).

Création du premier stage de formation de « surveillants » de colonies de vacances.

• **1938** : *Création de la Jeunesse au Plein Air.*

• **1939** : Loi sur les Allocations familiales.

• **1939-1945** : Deuxième Guerre mondiale. C'est la mise en place de la solution finale dans les camps. La technologie de pointe est appliquée à la guerre, civils et militaires sont confondus dans le même destin. Le cynisme des politiques aboutit au partage de l'Europe par les deux puissances (les alliés et le bloc communiste). C'est malgré tout la naissance d'une certaine fraternité des travailleurs dans la guerre, la résistance ou les camps de prisonniers. Promulgation des lois anti-sociales et anti-laïques de Vichy.

• **1939-1944** : *Dissolution des mouvements laïques et confiscation de leurs biens. Création des mouvements de jeunesse : Les Chantiers de Jeunesse, Les Compagnons de France. L'école des cadres d'Uriage sera détournée par des militants progressistes et alimentera en cadres les maquis du Vercors et sera à l'origine de la création de Peuple et Culture.*

• **1943** : *Création de la Fédération française des Associations des Familles rurales.*

• **1944** : Le droit de vote est accordé aux femmes.

• **1944** : *Création à Lyon par André Philip de la République des Jeunes.*

Dans la mouvance du Conseil National de la Résistance, création des Francs et Franches Camarades (Francas) par le SNI, les Éclaireurs de France, la CGT, la Ligue de l'Enseignement et les CEMÉA.

• **1946** : Loi sur la Sécurité sociale. Création et mise en place des comités d'entreprise qui feront émerger le tourisme social.

Réforme de l'enseignement (loi Langevin et Wallon).

• **1948** : *Création de la Fédération française des Maisons des Jeunes et de la Culture (dans la logique de la République des jeunes).*

Création des Bibliobus départementaux.

Création des CREPS (Centre régional d'Éducation physique et d'Éducation populaire).





• Chronologie •

(suite)

Fondation des premiers centres dramatiques.

La Ligue de l'Enseignement se diversifie : Création de l'UFOVAL, CLTC, USEP, CLIP...

- **1948** : Premières offensives anti-laïques de Marie Barangé et M. Debré (Aide aux écoles Privées).
- **1949** : Simone de Beauvoir publie *Le deuxième sexe*.
- **1950** : *Création du Théâtre national populaire (TNP)*.

• **1951** : Pie XII se prononce en faveur de la méthode Ogino-Knauss (« méthode » contraceptive).

Création de la Fédération nationale Léo Lagrange.

- **1953** : *Création de la Fédération nationale des Francs et Franches Camarades (Francas)*.
- **1955** : *Union nationale des Foyers de jeunes Travailleurs*.
- **1956** : *Fédération unie des Auberges de Jeunesse (FUAJ)*.

Fondation de l'association Maternité Heureuse devenue en 1960 le Mouvement français pour le Planning familial.

- **1956** : Troisième semaine de congés payés.
- **1957** : *Lois sur les congés d'éducation ouvrière et congés cadres jeunesse (finalisés en 1959)*.
- **1964** : *Création du DÉCEP (Diplôme d'État de Conseiller d'Éducation populaire)*.

• **1964** : Quatrième semaine de congés payés.

• **1967** : *La Ligue française de l'Enseignement devient Ligue française de l'Enseignement et de l'Éducation permanente.*

Création du CAPASE (Certificat d'Aptitude professionnelle à l'Animation socio-éducative).

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi Neuwirth autorisant la contraception.

- **1968** : Les événements de Mai.
- **1968** : Encyclique *Humanae Vitae*.
- **1970** : Premières manifestations du Mouvement de Libération des Femmes (MLF).
- **1971** : *Création du Front homosexuel d'Action révolutionnaire (FHAR)*.

Procès de Bobigny à la suite duquel se développe un Mouvement pour la Liberté de l'Avortement.

• **1971** : *Vote de la loi portant sur l'organisation de la formation professionnelle continue, dans le cadre de l'éducation permanente.*

• **1972** : *Création du Diplôme universitaire de Technologie Carrières sociales, option animateur socioculturel.*

• **1973** : L'information sexuelle est officialisée dans le cadre scolaire.

• **1974** : Vote de la loi Veil libéralisant pour cinq ans les conditions d'avortement.

• **1975** : *Création par Jacques Santini de l'Institut de Formation des animateurs de Collectivités (IFAC) dont le porte-parole le plus connu fut Charles Pasqua.*

• **1979** : Vote de la libéralisation définitive des conditions d'avortement.

• **1980** : *Le CAPASE est remplacé par le DEFA (Diplôme relatif aux Fonctions d'Animation). Le DEFA est organisé conjointement par l'éphémère ministère du Temps libre et celui de la Solidarité.*

• **1981** : Diminution du temps de travail à 39 h hebdomadaires.

Lois Auroux redéfinissant le droit des travailleurs dans l'entreprise, notamment le droit à l'information.

• **1981** : *Décret Deferre, créant une option Animation pour les postes de commis, attaché et rédacteur dans la fonction communale.*

• **1986** : *Création du BEATEP.*

• **1988** : *Signature de la convention Collective nationale pour les métiers de l'Animation.*

• **1988** : *Nouveaux textes fixant les programmes et les modalités de la formation au DEFA.*

• **1992** : Signature du Traité de Maastricht instituant l'Union économique européenne.

• **1993** : *Création du BAPAAT.*

• **1996** : *Création du DE-DPAD.*

• **1997** : *Création du statut d'animateur dans la fonction publique territoriale.*

• **1999** : Vote de la loi sur le PACS.

• **2000** : Réduction du temps de travail légal à 35 h hebdomadaires.

Chronologie établie par André Coulon

• Bibliographie •

Cette liste, loin d'être exhaustive, témoigne de la richesse des réflexions sur l'Éducation populaire. Le lecteur pourra ainsi mieux comprendre comment chaque grand mouvement se situe et s'inscrit dans ce débat.

• **Dictionnaire biographique des militants, XIX^e-XX^e siècles : de l'Éducation populaire à l'action culturelle**, Dir. Geneviève Poujol, L'Harmattan, 250 F.

548 bibliographies de militants qui ont contribué à la naissance et à l'évolution de l'Éducation populaire.

• **La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) : genèse d'une jeunesse militante**, Françoise Richou, L'Harmattan, 130 F.

Création et organisation du mouvement de la Jeunesse ouvrière chrétienne.

• **Les universités populaires : 1899-1914, Éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle**, Ed. de l'Atelier, 120 F.

• **Guide de l'Éducation populaire, Benigno Cacérès et Minelle Verdié**, La Découverte, 98 F.

Un annuaire qui recense et présente les associations qui mènent des actions d'Éducation populaire, de formation de jeunes et d'adultes, etc.

• **Éducation populaire : jeunesse dans la France de Vichy, 1940-1944**, Les Cahiers de l'Animation n^{os} 49-50, INJEP, 70 F.

Activités et mutations subies par quelques mouvements de jeunesse et d'Éducation populaire sous le gouvernement de Vichy : les Chantiers de Jeunesse, les Auberges de Jeunesse, la Jeunesse étudiante chrétienne, l'École des cadres d'Uriage...

• **L'Éducation populaire aujourd'hui**, Les Cahiers de l'Animation n^o 34, INJEP, 40 F.

• **Passeurs d'avenir**, Dir. Jean-Marie Michel, Actes Sud, 180 F.

Un ouvrage collectif sur les CEMÉA, qui sont à l'origine de nombreuses actions innovantes dans des domaines liés à l'éducation, aux loisirs et au social.

• **Regard sur l'éducation des adultes en France : évolution et perspectives**, Dir. Anne-Marie Franchi, La Documentation Française, 98 F.

L'histoire de l'éducation des adultes depuis le XVIII^e siècle et au cours du XX^e siècle, avec en particulier le rôle

de l'Éducation populaire depuis 1945 dans ce domaine.

• **Histoire de l'Éducation populaire**, Benigno Cacérès, Seuil, 136 F.

Origines et évolution de l'Éducation populaire.

• **Les Scouts de France : l'évolution du mouvement des origines aux années quatre-vingt**, Philippe Laneyrie, Cerf, 180 F.

Histoire du mouvement, transformations, évolutions, pédagogie...

• **Le scoutisme**, Jean-Paul Juès, PUF, 42 F.

L'histoire de ce mouvement né sous l'influence de Baden-Powell, ses branches de différentes confessions, les raisons de son succès...

• **L'étonnante histoire des maisons familiales rurales**, Florent Nové-Josserand, France-Empire, 80 F.

• **Les Francas d'hier à demain**, Pierre de Rosa, Fédération nationale - Paris (épuisé).

L'histoire d'un mouvement de jeunesse et d'Éducation populaire depuis sa création en 1944 jusqu'à son quarantième anniversaire.

La suite sur internet : www.francas.asso.fr

INJEP

L'Institut national de la Jeunesse et de l'Éducation populaire, à travers son centre de documentation propose une liste très complète d'ouvrages et d'articles disponibles sur le thème de l'Éducation populaire.

INJEP, Parc du Val-Flory,

9-11, rue Paul-Leplat, 78160 Marly-le-Roi

Tél. 01.39.17.27.27 - Fax : 01.39.17.27.90

Site : www.injep.fr

POLITIS

Le magazine numéro 29 de février-mars 2000 propose un hors-série : « Éducation populaire, le retour de l'utopie ». S'appuyant sur de nombreux témoignages, cet excellent numéro donne une image très vivante qui ne pourra qu'enrichir notre débat. Témoignant de la ligne de conduite de ce magazine : l'engagement sans esprit partisan.

Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris

Tél. 01.55.25.86.86 - Fax : 01.43.48.04.00

Site : www.politis.fr - E-mail : politis@politis.fr